MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER
Liberté
Égalité
Fraternité

cerfa

DEMANDE D'AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION POUR UN ETABLISSEMENT BANCAIRE

N° 14095*03

Articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L. 613-13 et R.223-1 à R.223-2, R.251-1 à R.254-2 du code de la sécurité intérieur

Veuillez indiquer dans la case ci-après le numéro du département de la préfecture compétente (il s'agit du département dans lequel vous souhaitez installer votre système de vidéoprotection sauf s'il s'agit d'un système en réseau couvrant plusieurs départements auquel cas vous devez saisir la préfecture du département où est installé le siège social).

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

DATE D'ARRIVEE :
RECEPISSE DELIVRE LE :
DATE DE LA DECISION :

1 - NATURE DE LA DEMANDE

☐ Demande d'autorisation d'un nouveau système
☐ Modification d'un système autorisé
☐ Demande de renouvellement d'un système autorisé

N° de dossier

N° de dossier

2 - IDENTITÉ DU DÉCLARANT, DU RESPONSABLE DU SYSTÈME ET DU CONTACT POUR LA MISE A DISPOSITION DES IMAGES

a) Déclarant

Désignation fonctionnelle du déclarant : .....
Raison sociale de l'établissement : .....
«Eventuellement nom usuel ou sigle» (si différent de la raison sociale) : .....

Activité : **Etablissement bancaire**

Adresse : Numero de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, avenue...) Nom de la voie
....

Code postal : ..... Commune .....
Téléphone du déclarant : ..... Mail : .....

b) Contact pour la mise à disposition des images aux forces de l'ordre

Désignation fonctionnelle du déclarant : .....
Téléphone : .....

3 - INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FINALITÉ DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Attention les personnes de droit privé ne peuvent poursuivre que les finalités de prévention à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de protection des abords immédiats de leurs bâtiments et installation dans les lieux et établissements particulièrement exposés à des risques d'agressions, de vol ou susceptibles d'être exposés à des actes de terrorisme)

a) Informations générales

Horaires d'ouverture (pour les établissements ouverts au public) : .....

b) Finalité du système (veuillez cocher la ou les cases correspondantes) :

☐ Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol

☐ Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme

☐ Prévention d'actes de terrorisme

4 - LOCALISATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Veuillez renseigner uniquement une des deux rubriques ci-dessous)

4-1) LIEU D'INSTALLATION ET NOMBRE DE CAMÉRAS (cette rubrique n'est pas à renseigner pour les demandes portant sur un périmètre vidéoprotégé, dans ce cas vous ne devez renseigner que la rubrique 4-2)

Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal
Commune

....

Nombre de caméras intérieures : .....
Il s'agit des caméras installées à l'intérieur d'un établissement : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse (cf notice)

Nombre de caméras extérieures : .....
Il s'agit des caméras installées dans un lieu ouvert au public non couvert ou sur un bâtiment et qui ne visionnent pas la voie publique : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse (cf notice)

Le cas échéant nombre de caméras visionnant la voie publique: .....

Pour les systèmes de moins de 8 caméras installées à l'intérieur d'un établissement ouvert au public, veuillez indiquer ci-après la superficie de l'établissement : .....m²

4-2) DEMANDE PORTANT SUR UN PÉRIMETRE VIDÉOPROTÉGÉ (cette rubrique ne doit être renseignée que si vous souhaitez avoir recours à la notion de périmètre vidéoprotégé)

Si au moins une des caméras que vous souhaitez installer doit visualiser la voie publique, veuillez cocher la case ci-après ☐

Délimitation du périmètre : pour délimiter ce périmètre, veuillez indiquer ci-après les différentes adresses (8 au maximum) qui constituent l'environnement de ce périmètre.

Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal
Commune

....
....
....
....
....
....
....
....

5 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME

Délai de conservation des images (exprimé en jours) : ☐☐ ***(Indiquez un nombre compris entre 0 et 30)***
(la durée maximale est de 30 jours)

Existence d'un système de retransmission des images : ☐ oui ☐ non

si oui, veuillez cocher la case correspondante ci-dessous
Retransmission en temps réel : ☐
Retransmission en temps différé : ☐

Le système de vidéoprotection est-il mis en place par un installateur certifié ? ☐ oui ☐ non

si oui, veuillez indiquer ci-dessous le nom de cet installateur ou de cette société d'installation ainsi que son numéro de certification :

Nom de l'installateur ou de la société : ……
Numéro de certification.....
Cet installateur vous a-t-il remis une attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur ? ☐ oui ☐ non

Si l'installateur n'est pas certifié, veuillez joindre un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur ***(cf notice).***

6 - PERSONNES HABILITÉES À ACCÉDER AUX IMAGES :

a) Désignation fonctionnelle
Désignation fonctionnelle : .....
Désignation fonctionnelle : .....
Désignation fonctionnelle : .....
Désignation fonctionnelle : .....
Une de ces personnes habilitées relève-t-elle d'une société privée délégataire :
☐ oui ☐ non
b) Procédure de traçabilité
Procédure de traçabilité ☐
La traçabilité des interventions des personnes habilitées à accéder aux images de vidéosurveillance est en place.
Contact pour consulter la procédure de traçabilité : Désignation fonctionnelle : Téléphone :
.... ……..

7 - EXPLOITATION DES IMAGES (cette rubrique n'est à renseigner que si les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation du système et/ou par une personne autre que le responsable du système)

Adresse du lieu de traitement à renseigner ci-après :

Numéro de voie	Extension (bis, ter...)	Type de voie (rue, av...)	Nom de la voie	Code postal Commune
.....	.....	.....	.....	.....

Si ce traitement est effectué par un service, veuillez indiquer ci-après le nom du service :
.....
Si ce traitement est effectué par une personne, veuillez indiquer ci-après ses noms et prénoms :.....

8 - SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ (nous vous remercions de décrire ci-dessous les mesures adoptées pour assurer la confidentialité des images)

Mesures prises pour contrôler l'accès au poste central de surveillance (par exemple code d'accès, porte blindée, accès contrôlé...) :
.....
Si existence d'un système d'enregistrement :
Mesures pour la sauvegarde et la protection de ces enregistrements :
.....
.....
Modalités de destructions des enregistrements :
.....
.....

9 - MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

Veuillez indiquer ci après le nombre d'affiches ou de pannonceaux d'information (cf notice) : .....
Précisez la (ou les) localisation(s) de cet affichage :
.....

10 - FONCTION DE LA PERSONNE AUPRÈS DE LAQUELLE S'EXERCE LE DROIT D'ACCÈS

Désignation fonctionnelle de cette personne : .....
Téléphone de cette personne : .....
Veuillez renseigner ci-après l'adresse du service de cette personne :

Numéro de voie	Extension (bis, ter...)	Type de voie (rue, av...)	Nom de la voie	Code postal Commune
.....	.....	.....	.....	.....

Fonction habilitant le déclarant à signer : .....
Le signataire s'engage à se conformer aux articles du code de la sécurité intérieure relatifs à la vidéoprotection.

SIGNATURE ET CACHET : Date :.....

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le demandeur est informé que les renseignements qu'il doit fournir pour satisfaire sa demande font l'objet d'un traitement automatisé par la préfecture du lieu de dépôt de son dossier. Le droit d'accès et de rectification s'exercera auprès de cette préfecture.